S’unir pour lutter contre l’urgence climatique

Partage international n° 411 – Novembre 2022

par John Feffer

Rien de tel qu’une crise climatique pour que tous se rendent compte qu’ils vivent sur la même planète. Les guerres, même les conflits internationaux, sont généralement circonscrits à une région. Les ralentissements économiques sont parfois si confinés à l’intérieur des frontières nationales qu’ils n’affectent même pas les voisins : pensez à la *Marche forcée* de la Corée du Nord dans les années 1990 et à son absence d’impact sur l’économie sud-coréenne.

Auparavant, les catastrophes liées au climat suivaient la même règle, et les personnes qui vivaient dans des zones tempérées sûres regardaient avec un mélange de pitié et de compassion celles qui souffraient de tempêtes lointaines. Maintenant, même si les impacts sont différents, presque tout le monde voit les conséquences de cette crise climatique.

Même si elle n’est pas encore terminée, 2022 a été une année record de souffrances liées au climat.

Aux Etats-Unis, l’ouragan Ian a provoqué une des plus grandes inondations de l’histoire de la Floride, l’eau montant jusqu’à 60 cm le long de la côte ouest de l’État. Il fait suite à l’ouragan Fiona, qui a dévasté les Caraïbes et le Canada.

En Asie, le typhon Hinnamnor a causé d’importantes inondations en Corée du Sud, le typhon Nanmadol a provoqué l’évacuation de neuf millions de personnes au Japon et le typhon Noru a dévasté le Vietnam et les Philippines. Des pluies de mousson sans précédent à la fin de cet été ont submergé un tiers du Pakistan.

L’Europe a connu une année record pour les incendies de forêt, avec la destruction de 660 000 hectares de terres. Rien qu’en juillet, une vague de chaleur torride a entraîné 53 000 décès supplémentaires. La sécheresse a entraîné des niveaux élevés de malnutrition en Afrique de l’Est, tandis que de graves inondations ont touché le Soudan du Sud, le Nigeria, la République du Congo et le Burundi. En Amérique latine, les glaciers fondent dans les Andes, le Chili subit une très grande sécheresse depuis 13 ans et la déforestation de l’Amazonie a atteint un rythme record au cours des six premiers mois de 2022.

Pendant ce temps, les petites îles des océans Indien et Pacifique deviennent chaque jour plus petites. L’année dernière, une étude du Giec a conclu que 85 % de la population mondiale avait été touchée par le changement climatique. Cette année, le Giec a estimé que 40 % de la population mondiale était *« très vulnérable »* au changement climatique. *« Très vulnérable »* a une signification différente selon les endroits. Certaines personnes sont inondées par l’eau, tandis que d’autres n’en ont pas assez. Les incendies de forêt détruisent des maisons et des vies dans une partie du monde, tandis que les ouragans ont le même effet dans une autre partie. Aussi différentes que soient ces catastrophes naturelles, elles sont aggravées par un seul facteur : la quantité croissante de carbone dans l’atmosphère.

Les réponses à ces catastrophes ont également été variées. Les pays riches sont capables de faire face aux catastrophes plus rapidement et plus efficacement que les pays pauvres. L’argent ne peut pas arrêter les ouragans ou les typhons, mais il peut certainement aider à protéger davantage de personnes contre ces catastrophes et à réparer plus rapidement les dégâts.

Malgré ces différences, le changement climatique nous unit dans une souffrance planétaire. Il devrait avoir le même genre d’effet unificateur que la Covid a eu dans la mobilisation des ressources, la recherche scientifique et les efforts humanitaires pour traiter la pandémie et trouver un remède. Mais ce n’est pas ce qui s’est passé avec la crise climatique.

Les pays se sont bien sûr réunis à Paris en 2015 pour s’engager à réduire leurs émissions de carbone. La plupart des pays ont ensuite convenu d’atteindre la neutralité carbone d’ici 2050. Ce consensus superficiel masque des approches profondément différentes. La différence la plus importante se situe entre les pays les plus riches du Nord et les pays les plus pauvres du Sud.

En 2009, les pays riches se sont engagés à transférer 100 milliards de dollars par an au monde en développement pour l’aider à effectuer la transition vers un avenir énergétique propre. Les pays les plus

riches ont promis d'atteindre cet objectif d'ici 2020. Ils ne l'ont pas fait. Au mieux, ils ont atteint 80 milliards de dollars en 2019. Et ce chiffre a été gonflé avec l'inclusion de l'aide au développement non liée au climat ainsi que des prêts aux taux du marché, qui ne font qu'alourdir le fardeau global de la dette des pays les plus pauvres.

De plus, même ce chiffre de 100 milliards de dollars est largement insuffisant pour la tâche. Le G7 reconnaît par exemple que la facture pour bâtir les infrastructures d'énergie propre pour le monde en développement s'élèvera à au moins 1 000 milliards de dollars par an.

Pendant ce temps, les pays les plus riches investissent des milliards et des milliards dans leur propre transition vers des énergies propres – les Etats-Unis, l'Union européenne, la Chine – ou ils ne font rien du tout, comme la Russie. Il n'y a toujours pas d'effort concerté pour travailler tous ensemble pour faire face à l'urgence climatique. Vous pensez peut-être : d'accord, mais d'où vient tout cet argent ? Des milliards de dollars, c'est beaucoup d'argent. Et n'avons-nous pas simplement dépensé beaucoup d'argent pour faire face à la Covid ?

Le militant pour la justice climatique Tom Athanasiou indique un certain nombre de sources de financement. Premièrement, les subventions gouvernementales pour soutenir l'extraction et la production de combustibles fossiles ainsi que d'autres activités destructrices de l'environnement totalisent au moins 1 800 milliards de dollars par an. Les dépenses militaires dépassent les 2 000 milliards de dollars par an. Taxer les riches du monde pourrait rapporter plus de 2 500 milliards de dollars par an. Et, bien sûr, les pays les plus pauvres paient beaucoup d'intérêts sur leur dette extérieure qui s'élève à plus de 11 000 milliards de dollars.

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles le Nord devrait transférer cet argent au Sud, afin qu'il puisse sauter l'étape des technologies polluantes. Tout d'abord, la crise climatique se produit en raison des émissions de carbone des pays les plus riches, qui sont responsables d'environ la moitié de toutes les émissions depuis 1850 et d'un quart de toutes les émissions depuis 1990. Les pays qui souffrent le plus des catastrophes liées au climat, comme le Pakistan et l'Ethiopie, n'ont contribué que dans une infime proportion au problème.

Deuxièmement, les engagements de neutralité carbone des pays du Nord, aussi ambitieux soient-ils, dépendent de l'externalisation de l'industrie et de l'agriculture à forte intensité de carbone vers le monde en développement. C'est une grande lacune dans les *Green New Deals* des pays les plus riches. Payer des réparations climatiques au Sud aide à combler ces échappatoires.

La crise climatique est le plus grand défi collectif auquel l'humanité ait été confrontée depuis qu'elle a commencé à marcher sur deux jambes. La seule réponse viable à ce défi est une réponse équitable qui exige que les pays les plus riches tendent la main aux plus pauvres. La planète nous teste. L'intelligence et l'application de la technologie sont une réponse nécessaire mais insuffisante à cette épreuve.

Seules la compassion et la coopération nous sortiront de l'impasse des combustibles fossiles et de la surconsommation.

Auteur : John Feffer, auteur du roman dystopique Splinter lands (2016). Il est directeur du Think Tank « Foreign Policy In Focus » à l'Institute for Policy Studies.
Sources : commondreams.org ; initialement publié dans Hankyoreh, Corée du Sud.
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers